

BUREAUX : RUE NAIN

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois, 12 fr. ; Six mois, 23 fr. ; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. ; Six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne RÉCLAMES : 25 centimes — On traite à forfait.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 17, 7 02, 8 12, 9 48, 11 37, m., 12 26 +56, 3 42, 5 11, 6 15, 7 38, 9 36, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 08, 8 43, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 46, 5 03, 6 01, 8 13, 10 22, 11 31, s. — Lille à Roubaix, 5 20, 6 50, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 45, 5 45, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 6 53, 8 02, 9 41, 11 28, 12 17, 1 47, 3 33, 5 02, 6 06, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 43, 7 53, 9 31, 11 18, 12 05, 3 21, 4 50, 5 57, 7 10, 9 10

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, 21 bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez M. M. Havas, Laflitte-Bullier, 4, place de la Bourse, 8; A Bruzels, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

BOURSE DE PARIS
DU 28 MAI

3 0/0	56 40
4 1/2	79 50
Emprunt 1871	88 93
Emprunt 1872	90 10

DU 29 MAI

3 0/0	56 65
4 1/2	79 50
Emprunt 1871	89 40
Emprunt 1872	90 70

ROUBAIX, 29 MAI 1873

Il importe que personne, dans les rangs du parti conservateur, ne diminue la victoire obtenue par le dévouement et la discipline. S'il est plus difficile de conserver que d'établir, nous devons tous nous dire que l'union, née du dévouement et de la discipline, est d'autant plus nécessaire pour garder et accroître les fruits de la victoire.

Dieu nous garde de penser et surtout d'écrire que nous devons condamner toute critique et faire la besogne ordinaire des officieux. Nous devons, au contraire, mettre tous nos soins à éviter ce travers, ce péril même. Nous devons avertir sans cesse, ne laisser passer aucun détail qui pourrait sembler répréhensible, n'épargner aucun conseil. Autre chose est de rechercher, sur le terrain même des principes, matière à des regrets qui peuvent conduire à des divisions.

A ce titre, un de nos correspondants nous affirme que les deux derniers articles de l'éminent rédacteur en chef de l'Univers ont produit à Versailles la plus pénible impression.

Cela ne nous surprend point. Certes ! on ne regrette pas le triomphe, on n'en dissimule pas une satisfaction profonde; mais il y a nous ne savons quelle amertume que le maréchal de Mac-Mahon ne se soit pas immédiatement placé hors du parlementarisme, hors de l'autorité ou de la domination de la majorité, laquelle, objecte-t-on, peut être déplacée. Son poste, ajoute-t-on, n'est pas seulement celui d'une sentinelle, comme il le dit modestement, c'est celui d'un pilote qui veille au vent, à la mer et aux récifs, la main sur la barre, qu'il gouverne sans tenir plus compte qu'il ne faut des cris qui s'élevaient ou s'apaisaient autour de lui. Il est chargé de la manœuvre, non des opinions de l'équipage; et quand le danger presse, son devoir est de supposer que la majorité est de l'avis que lui indiquent la sonde, la boussole et le vent.

Il est évidemment bien loin de la pensée de M. Louis Veullot de conseiller le césarisme; on ne peut nier toutefois que ces déductions de sa logique n'y poussent quelque peu, et que les Césars n'aient, dans leurs meilleurs moments, supposé que la majorité était de leur avis.

C'est aussi le raisonnement de nos radicaux; et nous le rencontrons aujourd'hui même dans la République française; on invite le nouveau président « à se tenir en dehors et au-dessus des partis, » et à regarder « en sa France... » C'est-à-dire à suivre la sonde, la boussole et le vent.

Avons-nous besoin d'affirmer d'avance que nous répudions une comparaison qui serait bien trop flatteuse pour M. Gambetta et bien trop peu digne à l'endroit de M. Louis Veullot. Mais il est impossible de ne pas noter, à des pôles si opposés, certaines rencontres de pensée et même d'expression.

La République française continue :

« Premier magistrat de la République, il n'est après tout que le conseil serviteur de la France. C'était la devise de nos anciens rois, ce doit être à plus forte raison celle des chefs de l'Etat dans nos temps modernes. Si M. de Mac-Mahon, homme de devoir, veut voir et reconnaître où va la France, tout peut être sauvé; en tout cas, rien n'est perdu. »

L'Univers disait hier :

« La théorie et les institutions qui nous régissent diront ce qu'elles voudront. Par le temps que nous avons, le métier de président de la République est un métier de roi; c'est en roi qu'il le faut faire. »

La République française ajoute en terminant :

« Sa loyauté nous répond d'un compte fidèle de sa gestion politique; son honneur et sa gloire nous autorisent à espérer la liberté dans l'expression des vœux du pays, et qui sait ? peut-être son concours dans les efforts que tous les bons citoyens doivent faire pour assurer le triomphe. »

L'Univers conclut ainsi :
« La grande fidélité de l'homme que les événements mettent à la tête d'un peuple en démeure est de ramener ce peuple dans l'ordre qui peut le guérir. Il faut le tirer de la perte, des orages et du conseil des fous. »

Pour des résultats contraires, on recommande à peu près les mêmes procédés. L'un peut craindre la majorité de demain qui compromettrait l'œuvre de la majorité d'aujourd'hui, et il en appelle à une sorte de dictature; l'autre combat l'œuvre de la majorité d'aujourd'hui pour avoir demain la majorité des nouvelles couches sociales, à laquelle il fait, dès maintenant, appel dans le pays.

Eh bien ! non ! Il faut s'en fier à la majorité qui, samedi, a renversé M. Thiers, et confié la France au maréchal de Mac-Mahon; qui a mis soudain, par cet acte d'énergie sans précédent dans l'histoire de nos parlements politiques, beaucoup de confiance au cœur de tous les honnêtes gens. Il faut « souhaiter, comme le dit admirablement l'Univers, qu'aucun malentendu ne vienne fausser cette situation très-nette dans les esprits. » Il faut soutenir le ministère émané de la majorité, soutenir la majorité en cherchant toujours, non ce qui pourrait diviser, mais ce qui maintient l'union et attire dans les rangs de cette majorité toute la partie saine du parlement. Nous ne prétendons pas que le ministère lui-même soit tout ce qu'il aurait pu être, mais il doit être soutenu tel qu'il est, composé d'hommes de talent, convaincus et dévoués.

Faisons cela et demain sera pour nous.

Jamais la République vraiment conservatrice n'a eu de meilleure occasion de se faire accepter en France. C'est ce que démontre, en excellents termes, l'auteur de l'article suivant, tiré d'un journal parisien :

« S'il y avait en France un parti républicain qui fut en même temps un parti de gouvernement, qui put respecter les droits de Dieu et comprendre les devoirs de l'homme, la nouvelle administration, par sa régularité et son parlementarisme, lui préparerait mieux les voies que n'aurait pu le faire M. Thiers, M. Périer, M. Waddington et les autres ministres de la déroute. Mais il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette éventualité, car les républicains ni ne changeraient ni ne s'effaceraient. Bien que M. Thiers travaillât ouvertement pour eux, ils le harcelaient sans cesse, trouvant qu'il les faisait trop attendre et c'est ainsi qu'ils l'ont poussé à la culbute. Peut-être serait-il encore là si ses alliés de la gauche modérée, de la gauche radicale et des autres gauches lui avaient permis d'appliquer son programme : « la république sans les républicains. »

« Le premier programme de M. Thiers est en fait, par la force des choses, celui du nouveau gouvernement. N'est-ce pas, en effet, au nom de la République que le maréchal de Mac-Mahon a été nommé, qu'il parle et agit ? Or, tout le bien qu'il pourra faire, le gros public qui n'y entend pas finesse ne sera-t-il pas tenté d'en reporter l'honneur aux institutions républicaines ? Nous le répétons, les républicains, s'ils voulaient fonder un gouvernement au lieu d'exploiter le pays, trouveraient qu'ils ont gagné plutôt que perdu à la chute de M. Thiers. On établit, malgré eux, la seule république qui puisse vivre, la république conservatrice. De plus on promet, et c'est une promesse d'honneur, de travailler au développement et à l'affermissement des doctrines parlementaires, lesquelles leur garantissent l'avenir. »

« Il faut espérer que le parti conservateur va enfin retrouver l'énergie qu'il avait perdue dans ces dernières années. Son réveil s'accuse déjà par des faits significatifs. Dans le département de l'Allier, un canton de l'arrondissement de Montluçon avait à être un conseiller général. Le conseiller sortant ou à remplacer était un radical de la plus belle eau et tout portait à croire qu'il représenterait bien la nuance politique de ce canton. Les élections avaient lieu dimanche dernier. Deux candidats se trouvaient en présence; l'un, plus radical encore que le précédent; l'autre, très-conservateur. Le premier était absolument assuré du succès; le second se présentait presque pour la forme. Soudain la nouvelle de Versailles arrive, par dépêche télégraphique; les conservateurs découragés se réveillent, les radicaux perdent un peu de tenue, bref le candidat conservateur est nommé à plus de mille voix de majorité. »

Le même jour, dans un canton de la Seine-Inférieure, M. Cordier, membre du centre gauche, et qui la veille avait voté contre la majorité, échoue également pour le conseil général contre un candidat conservateur très-accentué.

Dans le Calvados et dans le Pas-de-Calais, il y avait aussi dimanche des élections pour le Conseil général. Dans ces deux départements, c'est le candidat conservateur qui l'a emporté à une forte majorité.

L'Univers affirme de nouveau que M. Thiers et ses ministres avaient résolu, s'ils obtenaient la majorité, de frapper un assez grand nombre d'hommes politiques et de journaux. Quant aux preuves, le

Gaulois sait, dit-il, où elles sont, mais il ne les donne pas.

Nous ne sommes guère d'humeur à défendre M. Thiers et M. Périer, mais franchement, nous ne pouvons croire aux informations que garantit le Gaulois. Ce journal et ceux qui parlent comme lui oublient que même si M. Thiers avait obtenu les quatre ou cinq voix de majorité sur lesquelles il comptait, il n'aurait pu arrêter, emprisonner, expulser, députer, journaliste et autres que par un coup d'Etat; il aurait eu besoin du concours des principaux chefs militaires, et particulièrement du maréchal de Mac-Mahon. C'était une difficulté.

Nous persistons à douter.

Un véritable scandale, signalé par Paris-Journal. On sait que par décret du 24 mai, M. Pallain, secrétaire de M. Say, a été nommé receveur général de la Haute-Marne.

Or, sait-on quels services ce secrétaire objet d'une telle faveur, a rendus pour arriver d'emblée à une position qui ne rapporte pas moins de trois fois le traitement d'un directeur général du ministère des finances et tout autant que celui d'un ministre ?

M. Pallain, le petit Pallain, comme on l'appelait dans les bureaux de rédaction qui avaient pour mission de démolir l'Empire, était l'un des moindres rédacteurs de l'Electeur libre, le journal sans lecteurs des frères Picard, Ernest et Arthur.

Quant vint le 4 septembre et lorsque Ernest se fut emparé du ministère des finances, le petit Pallain se faufila rue de Rivoli, à la suite de son gros patron, et s'adjugea le titre de chef du cabinet.

Plus tard, au moment où M. Picard, jugé impossible au ministère des finances, passa à l'intérieur, M. Pallain se fit donner l'une des sous-préfectures la plus recherchée et les mieux rentées : celle de Sceaux. Puis, sans qu'un sût pourquoi, un beau matin, l'Official apprit à la Légion d'Honneur qu'elle comptait un féal chevalier de plus.

M. Say ne pouvait pas mieux faire que de recevoir des mains de M. Picard un chef de cabinet tout formé.

M. Pallain entra donc au ministère des finances. Il vint d'en sortir il y a trois jours. Nous avons dit tout à l'heure comment et en quelle qualité.

Ainsi, voilà un jeune homme qui ne compte pas plus de vingt-cinq à vingt-six ans, qui a pendant moins de trois ans servi, non pas l'Etat, mais deux ministres, et qui se trouve, contre tout droit, contre toute convenance, contre toute puceur, appelé à l'une des positions les plus enviables, les plus riches de l'administration des finances.

Et les républicains veulent qu'on les prenne au sérieux quand ils osent s'élever contre le favoritisme ou le népotisme des gouvernements monarchiques, et ils veulent qu'on les respecte quand ils font d'odieuses révolutions comme celle du 4 septembre, uniquement pour enrichir des petits Pallains !

On lit dans la Patrie :

« Nous tenons de bonne source que le décret d'amnistie du citoyen Rochefort était prêt depuis longtemps. C'est l'énergie de M. Léon Renault, le préfet de police, qui a seule empêché M. Thiers de prendre une mesure aussi contraire aux principes de la justice. »

« Le journalisme américain déploie souvent un luxe tout à fait royal. Le Herald, de New-York, il y a un an, a étonné le monde par son expédition à la recherche du docteur Livingstone, dont aucun souverain n'eût songé à s'imposer les frais. Le même journal s'est fait dernièrement envoyer de Vienne, par le câble, quatre comptes-rendus de l'ouverture de l'Exposition, qui ont rempli deux pages du journal. Deux de ces articles étaient en anglais et deux en allemand. Les premiers sont signés de John Russell Young et d'Edmond Yates, le romancier célèbre; les seconds, de Louise Mubibach et de Berthold Auerbach, l'écrivain le plus populaire de l'Allemagne. Transformer quatre auteurs de ce rang en simples reporters et faire venir leur copie par le télégraphe à une distance de quatre mille milles, c'est un luxe qu'aucun journal ne s'était permis jusqu'à présent. »

On a vendu ce jour-là 198,400 numéros du Herald.

Du reste, M. Bennett, le jeune propriétaire de la grande feuille new-yorkaise, fait aller le public d'étonnements en étonnements. Tout récemment, on annonçait comme très-probable son mariage avec une des filles du roi de Danemark.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 28 mai.

La presse officieuse et radicaux ne peut encore se consoler de la retraite de M. Thiers; le Journal des Débats surtout se signale par l'aigreur de ses regrets. Il ne faut pas s'en étonner, car son principal propriétaire, M. Léon Say, a cessé d'être ministre, protestant et libre-penseur. M. Léon Say a beaucoup contribué à pousser les Débats dans la voie de cette politique, qui nous ramenait tout droit à la comédie.

On remarque beaucoup les flagorneries

prodigées par la presse radicale au maréchal de Mac-Mahon. La feuille du citoyen Gambetta, la République française, se distingue ce matin par tous les compliments adressés à l'illustre maréchal. C'est tout un mot d'ordre qui s'exécute dans la presse radicale. Elle voudrait enguirlander le nouveau président; mais cette manœuvre a peu de chance de réussir.

Le Journal officiel constate, dans le compte-rendu de la séance, l'ovation faite à M. Thiers par la gauche. Il y avait eu toute une mise en scène préparée. Quel honneur pour M. Thiers de se voir acclamer par les citoyens Barodet, Gambetta, Challemel-Lacour, Ranc, etc. ! Voilà donc quels alliés la politique de l'ex-président lui procure ! La majorité conservatrice se trouve bien justifiée d'avoir retiré le pouvoir des mains d'un homme qui mérite l'admiration de tous les ennemis de l'ordre social. Pour conserver un appui aussi compromettant, M. Thiers sera obligé de renier toutes ses opinions économiques, administratives et militaires.

Les commissaires élus pour examiner le budget de 1874 ont reçu pour mission de vérifier soigneusement notre situation financière et de ne pas s'en rapporter aux déclarations de M. Thiers.

M. Léon Say, dans son bureau, a donné les renseignements suivants sur l'exécution des engagements signés le 13 mars pour la libération du territoire.

« Les moyens de faire face à ces engagements sont dès aujourd'hui et matériellement dans les caisses ou dans les portefeuilles du Trésor, et le gouvernement n'a rien à faire qu'à les en tirer. On sait que 4 milliards sur 5 sont déjà payés et que le 5^{me} milliard doit être acquitté en quatre paiements mensuels, de juin à septembre, de 250 millions de francs chacun. Le premier de ces paiements va avoir lieu la semaine prochaine et tous les fonds sont, à l'heure qu'il est, faits en Allemagne. Les fonds des deuxième et troisième paiements sont également prêts; ils sont au Trésor sous forme de traites sur l'étranger ou sous forme d'espèces métalliques. Reste le dernier paiement, de 250 millions comme les autres; les fonds en sont déjà réalisés jusqu'à concurrence de 50 millions en traites sur l'étranger ou en numéraire et les versements sur l'emprunt auront rendu près de 300 millions d'ici au mois de septembre, ce qui est plus que suffisant pour tout payer. »

La réunion conservatrice pour la défense de l'ordre social et la création de comités dans toute la France compte, en ce moment, 130 membres, appartenant à toutes les fractions de la droite et quelques-uns au centre gauche.

Le comité carliste, à Paris, communique la note suivante : « Nous nous empressons de déclarer que la reine Dona Margarita n'a autorisé personne en France ni ailleurs à former des légions carlistes. »

« Les ordres du roi Charles VII à ses représentants sont : »
« Remerciez ces braves Français et étrangers qui accourent de toutes parts pour offrir leur épée. Des considérations à la fois nationales et internationales m'empêchent d'admettre l'élément étranger dans mes armées. »

« Ajoutons que ces armées comptent beaucoup trop de volontaires et même d'officiers; on ne peut malheureusement pas en dire autant des fusils et des canons. »

« Si quelques rares exceptions ont été faites en faveur d'étrangers d'origine espagnole, ou pour d'autres causes spéciales, d'après les dernières instructions elles ne doivent plus se renouveler. »

« Plus de 2,000 Français, anglais, autrichiens, belges, russes, même américains, sont déjà accourus aux frontières des Pyrénées pour rejoindre l'armée carliste, ce qui n'a pas pu leur être accordé. »

La Bourse se livre avec un ardeur effrénée à la fabrication de toutes sortes de canards : « Débarquement de l'impératrice Eugénie et du prince impérial à Calais, mort subite de M. Thiers, la présidence de la République donnée pour cinq ans au maréchal Mac-Mahon !... »

La hausse a fait de nouveaux et considérables progrès. Les journaux étrangers nous reviennent avec de risibles dépêches, expédiées par les agences officieuses de M. Thiers et qui attribuent la hausse de la Bourse, au lendemain de la chute de l'ex-président, aux recommandations faites par les chefs du parti radical d'avoir à rester sur le terrain légal.

P.-S.—Ce soir on annonce que, déclinant, M. Beulé change le ministère de l'intérieur contre celui de l'instruction publique et des cultes et est remplacé par M. Babinet.

M. Thiers, toujours accompagné de sa maison militaire, a définitivement quitté aujourd'hui l'hôtel de la Présidence; il avait l'air très-morne. Il aurait dit, en parlant des membres actuels du gouvernement : « Ils en ont pour six semaines et nous reviendrons. »

« Demain doit paraître le mouvement pour les sous-préfets de première classe. »

Les députés qui s'étaient rendus ce matin au pèlerinage de Chartres sont de retour; ils étaient environ 150; il y avait aussi des officiers généraux et de marine et beaucoup d'autres militaires de tous grades. Dix évêques étaient présents. Mgr l'archevêque de Paris a prononcé dans la cathédrale une éloquente allocution à la place de l'évêque de Chartres, indisposé. Les députés sont allés rendre visite à ce dernier prélat.

DE SAINT-CHÉRON.

ÉTRANGER

Opinion des journaux.

La presse anglaise paraît avoir été depuis quelque temps fort mal renseignée sur les événements de France. Nous voulons bien croire qu'elle était induite en erreur par quelques correspondants intéressés à cette déviation de la vérité. C'est ainsi que, pendant les derniers jours de la semaine qui a abouti aux événements de samedi, presque tous les journaux anglais annonçaient le succès certain de M. Thiers, ou prétendaient, en tout cas, que sa chute serait le signal d'un cataclysme épouvantable.

La défaite du président, le calme avec lequel sa démission a été accueillie par toute la France, la hausse énorme des fonds publics, symptômes qu'un Anglais ne dédaigne jamais, ont absolument surpris et dérouter les journaux. Ils comprennent à quel point ils se sont ou ont été trompés et ils font piteuse figure. La plupart, en ce moment, opèrent leur évolution, mais elle doit être si complète qu'ils ne la peuvent opérer d'un seul coup. Ils commentent très-longuement les événements survenus, en partageant également leurs éloges entre M. Thiers et le maréchal de Mac-Mahon. Attendants quel, quel jour encore, et les feuilles de Londres remises d'un coup qui les a prises en flagrant délit d'aveuglement, intéressé ou non, viendront tout à fait clair dans nos affaires.

D'ailleurs, pendant que le Times reste encore favorable à M. Thiers, le Morning Post et surtout l'Evening Standard accueillent avec sympathie la nomination du maréchal de Mac-Mahon. « La manière dont a été accueilli le choix du maréchal, dit ce dernier journal, est de bon augure. On dirait que le peuple français respire plus librement. Le spectre rouge qui l'alarmait s'est vu avoir été chassé. »

Quant aux journaux allemands dont on a pu plus d'une fois constater les sympathies, très-explicites du reste pour les radicaux, ils n'ont pas été moins surpris et dérouter que les journaux anglais. Ils se bornent d'ailleurs à déclarer avec la Gazette de Cologne que « l'Allemagne continuera à s'abstenir scrupuleusement de toute intervention dans les affaires intérieures de la France, pourvu que celle-ci remplisse fidèlement les obligations qu'elle a contractées. »

D'ailleurs les premières explications qui ont eu lieu entre le nouveau cabinet et le gouvernement allemand peuvent donner l'assurance qu'il n'y a de ce côté, absolument à craindre aucune difficulté.

On télégraphie de Berlin au Times, en date du 25 mai :

« La plupart des journaux influents d'Allemagne, tout en exprimant leurs regrets de la démission de M. Thiers, dont ils reconnaissent le patriotisme, ont cependant l'espoir que le maréchal de Mac-Mahon sera en mesure de maintenir la paix à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur jusqu'à nouvel ordre. »

Les journaux du 27 au soir s'attachent spécialement à démontrer que le changement qui a eu lieu dans le gouvernement français ne touche pas directement aux intérêts allemands. Cette opinion paraît être partagée par le gouvernement, écrit-on au Daily News; il a une confiance tout aussi entière en M. de Mac-Mahon qu'en M. Thiers. Pourvu que les engagements contractés par la France soient tenus au moment fixé, l'Allemagne ne se reconnaît pas le droit d'avoir rien à prétendre au sujet des modifications de notre régime intérieur.

Nous pourrions relever des jugements plus sévères pour la politique qui a succombé le 23 mai; loin de nous la pensée de nous en faire une arme dont nous avons maintes fois blâmé l'usage dans la main des officieux; mais nous avons le devoir de renseigner nos lecteurs sur l'état de l'opinion européenne.

Voici en quels termes, d'après le télégraphe, s'exprime la Gazette de la Croix. « Le gouvernement de M. Thiers a certainement rendu de grands services à la France, mais il a commis la faute immense